



Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

A/52/977
S/1998/626
10 juillet 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquante-deuxième session
Point 61 de l'ordre du jour
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquante-troisième année

Lettre datée du 8 juillet 1998, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de la Turquie
auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du 7 juillet 1998, qui vous est adressée par S. E. M. Aytuğ Plümer, représentant de la République turque de Chypre-Nord (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 61 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Volkan VURAL

ANNEXE

Lettre datée du 7 juillet 1998, adressée au Secrétaire
général par M. Aytuğ Plümer

J'ai l'honneur de me référer aux lettres datées des 23 et 29 juin 1998 qui vous ont été adressées par le représentant chypriote grec à l'Organisation des Nations Unies et qui contiennent des allégations concernant des "violations de l'espace aérien de la République" (A/52/966-S/1998/560 et A/52/972-S/1998/586).

Je rappelle que des accusations analogues concernant de prétendues violations de l'espace aérien ont été rejetées catégoriquement dans des communications que nous vous avons adressées précédemment, la dernière en date étant ma lettre du 28 mai 1998 (A/52/927-S/1998/445). Les allégations actuelles étant du même ordre, elles ne méritent pas de réponse détaillée. Qu'il suffise de redire ici que les vols effectués à l'intérieur de l'espace aérien souverain de la République turque de Chypre-Nord ont lieu au su et avec le plein consentement des autorités compétentes de l'État, sur lequel le régime chypriote grec usurpateur du sud de l'île n'exerce ni juridiction ni autorité.

Ces allégations non fondées que l'Administration chypriote grecque ne cesse de lancer servent en fait à dissimuler la politique d'escalade et de tension qu'elle mène dans l'île. À cet égard, il convient de rappeler que, le 16 juin 1998, l'Administration chypriote grecque a manqué de faire éclater une crise sur l'île en autorisant l'atterrissage d'un avion militaire grec sur la piste de la nouvelle base militaire de Paphos (Chypre-Sud). C'était le premier avion militaire grec déployé à Chypre-Sud en dehors du cadre d'un exercice militaire, ce qui, compte tenu du déploiement prévu du système de missiles modernes S-300 et de la construction d'une base navale à Chypre-Sud, constitue de la part du front grec-chypriote grec une tentative éhontée de modifier l'équilibre militaire sur l'île. Depuis longtemps, il est clair que tel est l'objectif visé par la "doctrine militaire commune" mise en oeuvre par l'Administration chypriote grecque et la Grèce depuis 1993.

En déclarant au cours de la visite officielle de quatre jours qu'il a effectuée à Chypre-Sud, du 25 au 28 juin 1998, que "Chypre même est la Grèce" (presse chypriote grecque du 26 juin 1998). M. Constantinos Stephanopoulos, Président de la Grèce, a mis en lumière les véritables objectifs politiques et militaires du front grec-chypriote grec. M. Stephanopoulos n'a pas caché que l'un des objectifs majeurs de sa visite était "d'étudier les possibilités d'améliorations qualitatives" de la "doctrine militaire commune" mise en oeuvre par l'Administration chypriote grecque et la Grèce (quotidien chypriote grec, Cyprus Mail, 26 juin 1998).

Par ailleurs, le quotidien chypriote grec Fileleftheros daté du 1er juillet 1998 rapportait que M. Glafcos Clerides, chef de file chypriote grec, avait instamment demandé à la Chambre des représentants chypriote grecque de promulguer sans délai les lois qui permettraient de lever davantage d'impôts de façon à augmenter la contribution au fonds "de défense". L'impatience de M. Clerides à cet égard n'a rien de surprenant étant donné le caractère sidérant du programme de militarisation chypriote grec. À cet égard, le quotidien Fileleftheros du 5 juillet 1998 rapporte que M. Tsohatzopoulos, Ministre de la

/...

défense grec, se rendra à Chypre-Sud le 20 juillet 1998 et annoncera que la Grèce va apporter une aide financière substantielle aux projets militaires communs à court terme concernant Chypre-Sud. Selon certaines informations, M. Tsohatzopoulos aurait dès lors pour priorité l'achèvement de la construction de la base navale de Zyghi (Chypre-Sud), qu'utilisera la marine grecque.

Il est devenu urgent que les parties qu'intéresse un règlement pacifique du différend concernant Chypre appellent l'attention de la partie chypriote grecque sur les dangers inhérents à la politique inconsciente d'escalade et de tension qu'elle mène dans l'île. La partie chypriote grecque est incapable d'accepter les réalités de la situation sur l'île et s'obstine à essayer d'imposer à tout prix sa volonté politique, compromettant les chances de parvenir à un règlement pacifique du différend.

Je vous serais reconnaissant de bien faire vouloir distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 61 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le représentant de la République turque
de Chypre-Nord

(Signé) Aytuğ PLÜMER
